

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1994 B 12946

Numéro SIREN : 340 429 653

Nom ou dénomination : UJA

Ce dépôt a été enregistré le 19/07/2018 sous le numéro de dépôt 64098



20180640982017

DATE DEPOT : 19/07/2018

N° DE DEPOT : 64098

N° GESTION : 1994812946

N° SIREN : 340429653

DENOMINATION : UJA

ADRESSE : 117 quai de Valmy 75010 Paris

MILLESIME : 2017

UJA
Société par Actions Simplifiée au capital de 18.420.925 €
Siège Social : 117, Quai de Valmy – 75010 Paris
RCS PARIS 340 429 653

Greffes du Tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :

23 JUL. 2018

Sous le N° :

64098



PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

EN DATE DU 29 JUIN 2018

L'an deux mille dix-huit,
Le vingt-neuf juin,
A neuf heures,

La société FUJA HOLDING, société par actions simplifiée au capital de 22.714.720 €, dont le siège social est situé 117, Quai de Valmy - 75010 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 490 829 033,

Associé Unique de la société UJA, société par actions simplifiée au capital de 18.420.925 €, dont le siège social est sis 117, quai de Valmy – 75010 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 340 429 653,

Sont absents excusés les cabinets CONSTANTIN & ASSOCIES et GRANT THORNTON, Commissaires aux Comptes de la Société, et Mesdames Adelaïde PACELLA et Jacqueline DELMOTTE, Membres représentant du Comité d'Entreprise de la Société,

A statué sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du Président sur la marche de la Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- rapport des Commissaires aux Comptes sur la tenue des comptes annuels au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2017,
- approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- quitus au Président,
- affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- pouvoirs,
- questions diverses.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance des rapports du Président et des Commissaires aux comptes, approuve tels qu'ils lui ont été présentés le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ainsi que les opérations traduites ou résumées dans ces comptes et qui font apparaître une perte nette de 2.111.762 €.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Associé Unique prend acte de ce que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une dépense non déductible du résultat fiscal, visée à l'article 39-4 du Code général des impôts, à savoir un montant de 53.808 € réintégré au titre des amortissements excédentaires.

En conséquence, l'Associé Unique donne quitus entier et sans réserve au Président pour l'accomplissement de son mandat au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2017.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2017, s'élevant à 2.111.762 €, en report à nouveau portant ainsi ce compte à (32.748.865) €.

Il est rappelé, conformément à la loi, qu'il a été distribué à titre de dividendes, au cours des trois derniers exercices sociaux, les sommes suivantes :

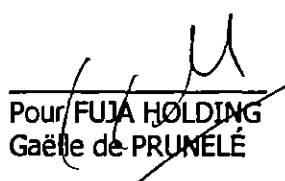
EXERCICE	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL
2014	NEANT	NEANT
2015	NEANT	NEANT
2016	NEANT	NEANT

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique confère également tous pouvoirs au Président et au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités partout où besoin sera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé Unique.


Pour FUJA HOLDING
Gaëlle de PRUNELLE

UJA
Société par Actions Simplifiée au capital de 18.420.925 Euros
Siège social : 117, quai de Valmy – 75010 PARIS
RCS PARIS 340 429 653

RAPPORT DU PRESIDENT
SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017
PRESENTE A L'ASSOCIE UNIQUE LE 29 JUIN 2018

Madame,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons convoqué afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la Société UJA (ci-après : la « Société ») durant l'exercice clos le 31 Décembre 2017 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents qui ont été tenus préalablement à votre disposition.

ACTIVITE DE LA SOCIETE

• **Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice**

1. *Activité de la Société*

Au cours de l'année 2017, 3 magasins ont été fermés par la Société, à l'inverse 4 nouveaux magasins (outlet) ont été ouverts et 4 ont été relocalisés.

Le programme de rénovation des boutiques au nouveau concept s'est poursuivi à grande échelle avec la rénovation de 18 magasins. A fin 2017, 122 magasins avaient ainsi été rénovés dans le Groupe.

Dans la continuité des années précédentes, la société UJA a souffert d'une conjoncture économique difficile avec un attentisme des consommatrices dans un marché du PAP en recul. Le repositionnement de la marque se poursuit avec un rajeunissement des clientes et une politique de promotion moins agressive que dans le passé avec une volonté de montée en gamme.

La société UJA a réglé en juin 2017 la troisième échéance du passif dont le règlement avait été étalé sur 8 ans en vertu du plan de sauvegarde homologué par le Tribunal de Commerce de Paris le 16 juin 2014, pour un montant de 369 milliers d'euros. Les charges restent sous contrôle avec un management lean, mais les loyers et la masse salariale restent en grande partie des coûts fixes.

2. Faits marquants intervenus au cours de l'exercice

La maison-mère de la Société a consenti un abandon de créance de 26 millions d'euros afin de reconstituer les capitaux propres (et de rester supérieurs à la moitié du capital social) de la Société qui cette année n'a pas bénéficié de la vente exceptionnelle de magasins.

En 2017, la Société a consenti un nouvel abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune de 1.5 millions d'euros à sa filiale UJA Europe (Belgique) afin de reconstituer ses capitaux propres. Les titres avaient déjà été dépréciés à 100%.

De même, elle a consenti un abandon de créances de 1.5M€ à sa filiale UJA Italia versus une augmentation de capital en 2016 par compensation de créance. Les titres restent provisionnés à 100% en revanche l'abandon de créance a généré une reprise sur la provision de compte courant pour ramener cette dernière à hauteur dudit compte courant.

De même, la Société a consenti un abandon de créance de 100K€ à sa filiale espagnole pour lui permettre de reconstituer ses capitaux propres.

Enfin, la Société a provisionné les titres de filiale suisse pour un montant de 90.859,16 Euro (soit 100.000 CHF) et a provisionné l'intégralité du compte courant soit 576.376 Euros.

Aux termes d'un acte en date du 14 novembre 2017, la société DEMAFOR a cédé le droit au bail qu'elle détenait sur le magasin sis 21 rue du Temple à la Rochelle à la Société pour un prix de 100.000 € à effet du 1^{er} janvier 2018.

3. Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires passe à 79.541.035€ contre 82.571.081 € l'exercice précédent. Cette évolution est la conséquence de la conjoncture économique défavorable évoquée plus haut.

4. Evolution des résultats

Le résultat de l'exercice est une perte de 2.111.762€ contre une perte de 4.906.340 € l'exercice précédent.

Ce résultat s'explique par la baisse du chiffre d'affaires, qu'une maîtrise des coûts ne peut compenser. De plus les investissements génèrent des amortissements supplémentaires et les difficultés de certaines filiales obligent à déprécier des titres. A cela s'ajoutent des règles de dépréciations des stocks et des fonds de commerce et droits au bail plus strictes. Enfin la société ne bénéficie pas cette année du même niveau de plus-value exceptionnelle.

5. Situation financière

Nom	Endettement au 31.12.16	Endettement au 31.12.17
Compte courant FUJA HOLDING	65.319.714€	65.845.495€
Comptes courant filiales	-	-

6. Intégration fiscale des sociétés du Groupe

Nous vous rappelons que la Société et ses filiales constituent, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} Janvier 2007, un groupe fiscalement intégré avec la société FUJA HOLDING (ci-après le « Groupe ») en application des articles 223 A et suivant du Code général des impôts.

En conséquence, en application des dispositions de l'article 1 de la Convention d'intégration fiscale signée le 7 mars 2008 :

- Les sociétés filiales verseront chacune à la société mère, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du Groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé leur résultat et/ou leur plus-value nette à long terme de l'exercice si elles étaient imposables distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elles auraient bénéficié en l'absence d'intégration ;
- A la clôture d'un exercice déficitaire, les sociétés filiales ne seront titulaires à raison de cette situation d'aucune créance sur la société mère, pas même dans le cas où cette dernière se sera constituée une créance sur le Trésor en optant pour le report en arrière du déficit d'ensemble.
- **Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice**

Aucun événement important n'est survenu depuis la clôture de l'exercice.

- **Activité en matière de recherche et de développement**

Il n'a été exposé aucune somme au titre des frais de recherche et de développement, au cours de l'exercice.

- **Succursales existantes**

Est annexée aux présentes une liste des succursales existantes de la Société.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

- **Prise de participation**

La Société n'a pris aucune nouvelle participation au cours de l'exercice.

- **Prise de contrôle**

Au cours de l'exercice, la Société n'a procédé à aucune prise de contrôle de société.

- **Cession de participation ou de contrôle**

Au cours de l'exercice, la Société n'a pas cédé de participation. Elle n'a pas cédé le contrôle du capital d'une société.

- **Sociétés contrôlées**

Nous vous rappelons que la Société détenait au 31 décembre 2016 directement ou indirectement plus de 99 % du capital social des sociétés ci-après visées. Nous vous communiquons ci-après les chiffres d'affaires et résultats réalisés par ces sociétés au 31 Décembre 2017.

Exprimé en milliers €

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capital Propres avant résultat	% de détention	CA en (k€)	Résultat de l'exercice clos 31-12-2017 en (k€)
UJA CREATION	Prestation de services à UJA	France	3	99,50%	1 828	18
UJA PROMOTION	Prestation de services à UJA	France	1 360	100%	3 531	120
DEMAFOR	Prestation de services à UJA Distribution de la collection UJA en boutique	France	2 020	100%	2 067	81
UJA EUROPE	Distribution de la collection UJA en boutique	Belgique	803	99,9%	7 154	89
UJA ITALIA	Distribution de la collection UJA en boutique	Italie	1 308	100%	2 360	(1 594)
UJA ESPANA	Distribution de la collection UJA en boutique	Espagne	(72)	100%	473	(8)
VETSHOP*	Distribution de la collection UJA en boutique	Luxembourg	2 582	100%	2 665	279

* Pour Info Société détenue par UJA EUROPE à 99,9%

Dénomination sociale	Pays	Capital Propres avant résultat	% de détention	CA en (k€)	Résultat de l'exercice clos 31-12-2017 en (k€)
UJA SUISSE	Distribution de la collection UJA en boutique Suisse	(104)	100%	228	(91)

MENTION RELATIVE A L'ACTIONNARIAT SALARIE

Aucune action n'est détenue par des salariés.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE UJA EST CONFRONTÉE

La Société reste toujours confrontée aux risques liés :

- à l'accueil de la collection par les clientes,

- aux aléas climatiques qui influent sur la motivation d'achat de la clientèle,
- et à la possibilité d'une baisse de la consommation en raison d'une conjoncture économique qui reste difficile.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes règles et les mêmes méthodes que l'exercice précédent.

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation, malgré une perte de 2.111.762 € au 31 décembre 2017. En effet, la direction de la société considère que la continuité d'exploitation n'est pas compromise en raison du soutien de l'actionnaire unique, FUJA Holding, via une lettre de confort (FUJA Holding bénéficiant lui-même d'une lettre de confort de son actionnaire unique à savoir BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT).

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 Décembre 2017 tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de 2.111.762 € contre une perte de 4.906.340 € l'exercice précédent.

Au cours de cet exercice, il a été réalisé un chiffre d'affaires net de 79.541.035 € contre 82.571.081 € l'exercice précédent.

Compte tenu des reprises sur amortissements et provisions, pour 9.483.880 € et des autres produits pour 358.553 €, le total des produits d'exploitation ressort à 89.383.467 € contre 86.276.742 € l'exercice précédent.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 110.670.569 € contre 101.346.863 € l'exercice précédent. Elles comprennent essentiellement :

- Les achats de marchandises pour 19.613.056 € contre 20.738.507 € l'exercice précédent,
- La variation de stocks de marchandises ressort à -2.633.628 € contre 744.842 € l'exercice précédent,
- Les achats de matières premières et autres approvisionnements sont de 5.809.067 € contre 4.971.945 € l'exercice précédent,
- La variation de stocks (matières premières et approvisionnements) ressort à 202.971 € contre (429.148) € l'exercice précédent,
- Les autres achats et charges externes ressortent à 49.432.829 € contre 47.401.314 € l'exercice précédent,
- Les impôts et taxes s'élèvent à 1.546.682 € contre 1.956.963 € l'exercice précédent,
- Le montant de la masse salariale a légèrement augmenté : il s'élève à 11.411.089 € contre 10.607.702 € l'exercice précédent,

- Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux a augmenté, passant de 3.322.692 € l'exercice précédent à 3.499.204 €,
- Le montant des dotations aux amortissements s'élève à 5.439.013 € contre 4.314.321 € l'exercice précédent,
- Le montant des dotations aux provisions sur immobilisations (DAB ET FDC) s'élève à 7.660.880 € contre 3.350.816 € l'exercice précédent,
- La dotation à la provision sur actif circulant s'élève à 8.254.062 € contre 3.874.048 € l'exercice précédent,
- Les dotations aux provisions pour risques et charges ont diminué, passant de 266.258 € l'exercice précédent à 113.429 €,
- Les autres charges s'élèvent à 321.916 € contre 226.602 € l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation a diminué : il ressort pour l'exercice à (21.287.101) € contre (15.070.120) € l'exercice précédent.

Quant au résultat courant avant impôts, il s'établit à (22.597.686) € contre (18.894.046) € l'exercice précédent. Il tient compte du résultat financier négatif de 1.310.584 €.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de 20.498.336 € contre 13.987.707 € l'exercice précédent, l'exercice clos le 31 Décembre 2017 se traduit par une perte de 2.111.762 € contre une perte de 4.906.340 € l'exercice précédent.

• **PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT**

Nous vous proposons d'affecter la totalité de la perte de l'exercice clos le 31 Décembre 2017, s'élevant à 2.111.762 €, en report à nouveau portant ainsi le compte « Report à nouveau » à (32.748.865) €.

Il est rappelé, conformément à la loi, qu'il a été distribué, au cours des trois derniers exercices sociaux, les sommes suivantes :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL
2014	NEANT	NEANT
2015	NEANT	NEANT
2016	NEANT	NEANT

TABLEAU DES DELAIS DE PAIEMENT

Conformément à l'article L. 441-6-1 du Code de Commerce, nous vous informons ci-dessous de la décomposition du solde des dettes fournisseurs et créances clients, hors factures non parvenues et factures à établir au 31/12/2017 en fonction des dates d'échéances :

Article D.441 L - 1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 L - 2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
0 Jour (indicatif)	1 à 30 Jours	31 à 60 Jours	61 à 90 Jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 Jour (indicatif)	1 à 30 Jours	31 à 60 Jours	61 à 90 Jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	1 068	FACTURES CONCERNANT PLAN DE SAUVEGARDE										
Montant total des factures concernées h.t				932 710	932 710							
Nombre de factures concernées	2 238					191						
Montant total des factures concernées h.t	2 957 992	3 167 781	339 216	391 414	3 897 342	164 277	375 219	297 013	148 112		660 343	
Pourcentage du montant des achats h.t de l'exercice	50,52%	37,01%	9,78%	9,68%	49%							
Pourcentage du chiffre d'affaires h.t de l'exercice						19,92%	45,5%	19,8%	18,0%		80%	
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0					0						
Montant total des factures exclues	0					0						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 443-1 du code de commerce)												
Détails de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	☐ Délais contractuels (préciser)					☐ Délais contractuels (préciser)						
	☐ Délais légaux (préciser)					☐ Délais légaux (préciser)						

INFORMATION CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons que la société FUJA HOLDING détient 100% du capital de la Société.

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en compte des dépenses non déductibles du résultat fiscal, à savoir un montant de 53.808 € réintégré au titre des amortissements excédentaires.

CONTROLE DE LA SOCIETE

Nous vous informons que les mandats des Commissaires aux Comptes ne sont pas arrivés à expiration.

OBSERVATIONS DU COMITE D'ENTREPRISE

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L 2323-8 du Code du travail.

*Certifié conforme
à l'original*

UJA

UJA

117 Quai VALMY

75010 PARIS 10E

Comptes au 31/12/2017



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

UJA - REGLES ET METHODES COMPTABLES - 2017	8
Immobilisations	17
Amortissements	18
Provisions et dépréciations	19
Créances et dettes	20
CHARGES A PAYER	21
Charges et produits constatés d'avance	22
Produits à recevoir	23
Composition du capital social	24
UJA PLAQUETTE 2017- FILIALES ET PARTICIPATIONS	25
Engagements de crédit-bail	26
Engagements financiers donnés et reçus	27
Dettes garanties par des sûretés réelles	28

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 597 269	608 761	2 988 508	2 716 571
Fonds commercial	40 664 185	15 073 839	25 590 346	33 139 649
Autres immobilisations incorporelles	157 803		157 803	
Avances, acomptes sur immo. Incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	8 007 399	5 734 990	2 272 408	2 792 410
Installations techniques, matériel, outillage	2 356 732	2 278 726	78 005	229 182
Autres immobilisations corporelles	26 529 858	11 393 806	15 136 052	13 894 062
Immobilisations en cours	245 497		245 497	2 765 012
Avances et acomptes	153 534		153 534	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	13 496 324	13 033 606	462 718	553 577
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	990 931		990 931	990 931
Prêts	651 197		651 197	651 197
Autres immobilisations financières	4 014 103		4 014 103	3 925 626
ACTIF IMMOBILISE	100 864 831	48 123 729	52 741 102	61 658 216
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	1 724 642	125 547	1 599 095	1 814 381
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	27 255 273	7 063 413	20 191 860	20 276 386
Avances et acomptes versés sur commandes	1 645 616		1 645 616	1 496 886
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 907 742	152 341	1 755 402	737 979
Autres créances	16 449 197	1 906 230	14 542 967	12 072 879
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	164 262		164 262	164 262
(dont actions propres :)				
Disponibilités	7 637 720		7 637 720	5 724 512
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 282 145		4 282 145	1 298 616
ACTIF CIRCULANT	61 066 597	9 247 531	51 819 067	43 585 900
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	161 931 429	57 371 260	104 560 169	105 244 117

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé :	18 420 925)	18 420 925
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 492 649	2 492 649
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :	)	
Réserve légale	1 842 092	1 842 092
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours	)	
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	)	
Report à nouveau	-30 637 103	-25 730 764
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-2 111 762	-4 906 340
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	10 033 051	12 144 813
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 087 813	2 109 355
Provisions pour charges		
PROVISIONS	1 087 813	2 109 355
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	92 126	33 330
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	)	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	71 339 399	66 786 539
	815 533	423 173
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 173 274	16 965 745
Dettes fiscales et sociales	4 719 052	5 271 821
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	299 922	1 509 341
Autres dettes		
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	93 439 305	90 989 949
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	104 560 169	105 244 117

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	66 080 090	13 460 944	79 541 034	82 571 081
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	66 080 090	13 460 944	79 541 034	82 571 081
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			9 483 880	3 226 068
Autres produits			358 553	479 594
PRODUITS D'EXPLOITATION			89 383 467	86 276 742
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			19 613 056	20 738 507
Variation de stock (marchandises)			-2 633 628	744 842
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			5 809 067	4 971 945
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			202 971	-429 148
Autres achats et charges externes			49 432 829	47 401 314
Impôts, taxes et versements assimilés			1 546 682	1 956 963
Salaires et traitements			11 411 089	10 607 702
Charges sociales			3 499 203	3 322 692
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 439 013	4 314 321
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			7 660 880	3 350 816
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			8 254 062	3 874 048
Dotations aux provisions			113 429	266 258
Autres charges			321 916	226 602
CHARGES D'EXPLOITATION			110 670 569	101 346 863
RESULTAT D'EXPLOITATION			-21 287 101	-15 070 121
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Parte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			71 809	168 504
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			237 149	76 258
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				172 000
Différences positives de change			290	4 185
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			309 248	420 947
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			90 859	2 752 747
Intérêts et charges assimilés			1 501 822	1 476 731
Différences négatives de change			27 152	15 394
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 619 832	4 244 872
RESULTAT FINANCIER			-1 310 584	-3 823 926
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-22 597 686	-18 894 046

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	27 147 053	17 000 411
Produits exceptionnels sur opérations en capital	216	61 405
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	189 705	500 077
PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 336 974	17 561 893
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 402 562	1 907 500
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 436 076	1 476 982
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		189 705
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 838 638	3 574 187
RESULTAT EXCEPTIONNEL	20 498 336	13 987 707
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	12 412	
TOTAL DES PRODUITS	117 029 689	104 259 582
TOTAL DES CHARGES	119 141 451	109 165 922
BENEFICE OU PERTE	-2 111 762	-4 906 340

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2017**

A) Faits caractéristiques de l'exercice

Activité

Au cours de l'année 2017, sur la France, 3 magasins ont été fermés par la Société, à l'inverse 4 nouveaux outlets ont été ouverts et 4 magasins ont été repositionnés dans le même centre commercial ou dans la même ville.

Sur la Belgique, un magasin a été ouvert et un autre magasin a été relocalisé.

Le programme de rénovation des boutiques au nouveau concept s'est poursuivi à un rythme un peu plus réduit, avec la rénovation de 18 magasins. A fin 2017, 122 magasins avaient ainsi été rénovés dans le Groupe.

Dans la continuité des années précédentes, la société UJA a souffert d'une conjoncture économique difficile avec un attentisme des consommatrices dans un marché du PAP en recul et avec une fréquentation en recul. Le repositionnement de la marque se poursuit avec un rajeunissement des clientes et une politique de promotion moins agressive que dans le passé avec une volonté de montée en gamme.

La société UJA a réglé en juin 2017 la troisième échéance du passif dont le règlement avait été étalé sur 8 ans en vertu du plan de sauvegarde homologué par le Tribunal de Commerce de Paris le 16 juin 2014, pour un montant de 369 milliers d'euros.

Les charges restent sous contrôle avec un management lean, mais les loyers et la masse salariale, sont des coûts fixes importants.

Actionnariat et participations

L'année 2017, comme 2016 a été plus calme d'un point de vue de la réorganisation juridique et capitalistique. La Société reste détenue intégralement par la société FUJA Holding.

La maison-mère de la Société a consenti un abandon de créance de 26 millions d'euros afin de reconstituer les capitaux propres (et de rester supérieurs à la moitié du capital social) de la Société qui cette année n'a pas bénéficié de vente exceptionnelle de magasins.

En 2017, la Société a consenti un nouvel abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune de 1.5 millions d'euros à sa filiale UJA Europe (Belgique) afin de reconstituer ses capitaux propres. Les titres avaient déjà été dépréciés à 100%.

De même, elle a consenti un abandon de créances de 1.5M€ à sa filiale UJA Italia versus une augmentation de capital en 2016 par compensation de créance. Les titres restent provisionnés à 100% en revanche l'abandon de créance a généré une reprise sur la provision de compte courant pour ramener cette dernière à hauteur du-dit compte courant.

De même, la Société a consenti un abandon de créance de 100K€ à sa filiale espagnole pour lui permettre de reconstituer ses capitaux propres.

De plus, la Société a provisionné les titres de filiale suisse pour un montant de 90.859,16 Euro (soit 100.000 CHF) et a provisionné l'intégralité du compte courant soit 576.376 Euros.

Enfin, aux termes d'un acte en date du 14 novembre 2017, la société DEMAFOR a cédé le droit au bail qu'elle détenait sur le magasin sis 21 rue du Temple à la Rochelle à la Société pour un prix de 100.000 € à effet du 1er janvier 2018.

B) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

C) Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du Plan Comptable Général tels que décrits dans le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014, tel que modifié par le règlement de l'ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 homologué par arrêté du 26 décembre 2016 (JO du 28), et des pratiques comptables généralement admises en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Continuité d'exploitation

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation, malgré une perte de 2.111.762 € au 31 décembre 2017. En effet, la direction de la société considère que la continuité d'exploitation n'est pas compromise en raison du soutien de l'actionnaire unique, FUJA Holding, via une lettre de confort (FUJA Holding bénéficiant lui-même d'une lettre de confort de son actionnaire unique à savoir BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT).

Changement d'estimation comptable

Voir développement en paragraphe d) Stocks ci-après

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût individuel d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou d'apport, hors frais d'acquisition des immobilisations.

Après analyse par la direction, selon le règlement 2015-06 du 23-11-2015 de l'ANC, le mali de fusion existant au 1^{er} janvier 2016 a été maintenu dans la rubrique « Fonds de commerce », car il n'a pas pu être affecté à des éléments identifiables.

En disposition de l'application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

Par conséquent nous avons constitué une provision pour dépréciation sur la base d'estimation d'expert. Sur quelques cas, cette estimation d'expert n'a pas été retenue, mais nous nous sommes basées sur le CA et l'exploitation du point de vente quand ils dégagent une rentabilité importante.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.
L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Construction à usage commercial : 20 ans

Matériel de transport : 5 ans

Installations et agencements des constructions : 5 à 10 ans

Matériel de bureau et outillage : 5 à 8 ans

c) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan pour leur valeur historique. Elles se décomposent en titres de participation des filiales, dépôts et cautionnements, et autres titres immobilisés et sont à échéance plus d'un an.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les compléments de prix d'acquisition sont évalués et constituent un élément de ce coût d'acquisition.

Par ailleurs, en application du règlement CRC n° 2004-06, les frais d'acquisition à compter de 2006 sont étalés sur 5 ans par le biais de la constatation d'un amortissement, dont le point de départ est la date d'acquisition des titres.

A la clôture de l'exercice, les valeurs des titres sont comparées aux valeurs d'utilité. La valeur d'utilité d'un titre est fonction de l'actif net corrigé des plus-values et moins-values latentes, de l'évolution attendue des résultats et de l'intérêt économique de la participation pour la Société.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition, une provision est constituée, égale à la différence entre la valeur d'utilité et le coût d'acquisition.

d) Stocks

Les stocks fabriqués sont évalués à leur coût d'acquisition selon la méthode CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré) : celui-ci comprend le prix d'achat des

matières premières majoré des coûts de sous-traitance et des frais accessoires d'achat.

Les stocks de marchandises sont évalués au coût de revient moyen pondéré. Celui-ci comprend le prix d'achat des marchandises majoré des frais accessoires d'achat.

	2016	2017
Stock tissu	1 927 613	1 724 642
Stock PF	24 621 645	27 255 273
TOTAL	26 549 258	28 979 915

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque des décotes significatives sur des produits d'anciennes saisons sont nécessaires pour la réalisation de la vente ou lorsque la valeur brute d'un article est inférieure à sa valeur de réalisation, notamment dans le cas de destruction programmée de marchandises.

Changement d'estimation

Cette année la Société a modifié les taux de dépréciations qui sont maintenant plus agressifs et plus conforme à la réalité et aux standards du marché. Ce changement d'estimation impact le résultat d'exploitation de la société de 3.378.174€.

	Ancienne règle	Nouvelle règle	Ancienne règle	Nouvelle règle
Collection N-1	5%	10%	- 333 104	- 666 208
Collection N-2	20%	60%	- 578 737	- 1 736 210
Collection N-3	40%	100%	- 1 258 398	- 3 145 994
Collection antérieures	100%	100%	- 1 515 000	- 1 515 000
		Total	- 3 685 239	- 7 063 413

e) Créances clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées, le cas échéant, pour tenir compte des difficultés de recouvrement dont elles pourraient faire l'objet.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition (hors frais accessoires). Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

g) Charges constatées d'avance

À la date de clôture de l'exercice, ce poste comprend essentiellement des redevances de loyers et charges locatives, des charges de maintenance, des droits d'entrée déductibles et amortis sur la durée du bail.

h) Emprunts et dettes

Les emprunts et dettes sont comptabilisés à leur valeur nominale.

i) Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement CRC N° 2000-06 sur les passifs « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions correspondent aux passifs répondant aux critères suivants :

- le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise ;
- l'incidence économique est négative pour la Société, ce passif s'analysant comme une obligation de la Société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

j) Variation des capitaux propres

POSTES	SOLDE OUVERTURE	FLUX 20 - RESULTAT	RESULTAT DE L'EXERCICE	SOLDE CLOTURE
CAPITAL SOCIAL	18 420 925			18 420 925
PRIME D'EMISSION	2 114 927			2 114 927
PRIME DE FUSION	377 722			377 722
RESERVES LEGALES	1 842 032			1 842 032
AUTRES RESERVES	20 026 250			20 026 250
REPORT A NOUVEAU	-25 730 764	-4 905 340		-30 637 103
RESULTAT DE L'EXERCICE	-4 905 340	4 905 340	-2 111 762	-2 111 762
	12 144 813	0	-2 111 762	10 033 051

**Le capital social d'UJA est composé de 736 837 actions de 25 euros.*

k) Consolidation

Les comptes au 31 décembre sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés de la société FUJA Holding inscrite au RCS de Paris sous le N° 340 429 653 et dont le siège social est situé au 117 quai de Valmy 75.010 Paris

l) Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe des comptes consolidés.

m) Mandataires sociaux

Aucun membre des organes de direction, d'administration et de surveillance n'a fait partie de l'effectif salarié en 2017.

n) Intégration fiscale

FUJA Holding constitue, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007, un groupe fiscalement intégré avec la société UJA et les filiales françaises de la société UJA, conformément aux articles 223-A et suivants du Code Général des Impôts.

FUJA Holding, en tant que société tête de groupe, a donc été autorisée à se constituer seule redevable de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal en vue de la détermination du résultat d'ensemble du groupe fiscal, conformément aux dispositions des articles 223-A et suivants du C.G.I.

En conséquence, en application des dispositions de l'article 1 de la Convention d'intégration fiscale signée le 7 mars 2008 :

- A la clôture d'un exercice bénéficiaire, les sociétés filiales verseront chacune à la société tête de groupe, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé leur résultat et/ou leur plus-value nette à long terme de l'exercice si elles étaient imposables distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elles auraient bénéficié en l'absence d'intégration ;
- A la clôture d'un exercice déficitaire, les sociétés filiales ne seront titulaires à raison de cette situation d'aucune créance sur la société tête de groupe, pas même dans le cas où cette dernière se sera constituée une créance sur le Trésor en optant pour le report en arrière du déficit d'ensemble.

o) Transactions entre parties liées

Il n'existe aucune transaction ayant une importance significative et qui n'ait pas été conclue à des conditions normales de marché.

p) Engagements hors bilan

La valeur des engagements pour les indemnités de départ à la retraite des salariés de la Société est de 766 503 euros. Les principales hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite à 65 ans soit le taux plein de la Sécurité Sociale;
- taux d'actualisation de 1.30% ;
- taux de revalorisation des salaires 1.5% ;
- turnover compris entre 0% et 30%, en fonction des statuts et des tranches d'âge.

De plus UJA, dans le cadre d'un abandon de créance à sa filiale belge a reçu un engagement de sa fille de 1.5M€ sous la forme d'une clause de retour à meilleure fortune.

q) Participation

Néant au titre de l'année 2017.

r) Effectif moyen du personnel (équivalent temps plein)

EFFECTIF	31/12/2016	31/12/2017
Cadres	12	14
Non cadres	427	420
Total	439	434

s) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi s'élève à 704 874 euros pour l'exercice 2017.

Il a été comptabilisé en déduction des charges sociales dans un poste
Spécifique « CICE ».
Il est réinvesti en formation et recrutement du personnel.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	45 616 964		873 781
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	1 122 062		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	14 192 092		48 390
Install. techniques, matériel et outillage ind.	5 108 013		15 088
Installations générales, agenc., aménag.	18 307 570		4 493 731
Matériel de transport	262 324		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 446 789		1 691 859
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	2 954 717		539 872
Avances et acomptes			318 889
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50 393 568		7 107 828
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	13 496 324		
Autres titres immobilisés	990 931		
Prêts et autres immobilisations financières	4 576 823		646 058
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	19 064 078		646 058
TOTAL GENERAL	115 074 610		8 627 667

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	2 071 488		44 419 257	
Terrains				
Constructions sur sol propre			1 122 062	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, Installations générales, agenc.	7 355 146		6 885 336	
Installations techn., matériel et outillages ind.	2 766 370		2 356 732	
Installations générales, agencements divers	770 424		22 030 877	
Matériel de transport	65 809		198 515	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 836 181		4 302 467	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	3 249 092		245 497	
Avances et acomptes	165 355		153 534	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 208 376		37 293 020	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			13 496 324	
Autres titres immobilisés			990 931	
Prêts et autres immobilisations financières	557 581		4 665 299	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	557 581		19 152 555	
TOTAL GENERAL	22 837 445		100 864 831	

Rubriques **Début d'exercice** **Dotations** **Reprises** **Fin d'exercice**

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES 323 294 342 148 56 681 608 761

Terrains
Constructions sur sol propre 106 245 64 572 1 263 169 554
Constructions sur sol d'autrui
Constructions installations générales, agenc., aménag. 12 640 290 345 481 7 330 646 5 655 125
Installations techniques, matériel et outillage industriels 4 878 832 114 947 2 715 053 2 278 726
Installations générales, agenc. et aménag. divers 4 686 474 3 987 033 375 299 8 298 209
Matériel de transport 180 079 30 875 66 325 144 629
Matériel de bureau et informatique, mobilier 8 031 277 553 956 5 723 954 2 861 279
Emballages récupérables, divers

IMMOBILISATIONS CORPORELLES 30 523 198 5 096 865 16 212 540 19 407 523

TOTAL GENERAL 30 846 492 5 439 013 16 269 221 20 016 284

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	amortissements fin exercice

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- Installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices **Début d'exercice** **Augmentation** **Dotations** **Fin d'exercice**

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	2 109 355	113 429	1 134 971	1 087 813
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 109 355	113 429	1 134 971	1 087 813
Dépréciations immobilisations incorporelles	9 437 449	7 660 880	2 024 490	15 073 839
Dépréciations Immobilisations corporelles	189 705		189 705	
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	12 942 747	90 859		13 033 606
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	4 458 491	7 188 960	4 458 491	7 188 960
Dépréciations comptes clients	203 731	152 341	203 731	152 341
Autres dépréciations	2 297 820	912 761	1 304 351	1 906 230
DEPRECIATIONS	29 529 943	16 005 800	8 180 768	37 354 975
TOTAL GENERAL	31 639 298	16 119 229	9 315 739	38 442 788
Dotations et reprises d'exploitation		16 028 370	9 126 034	
Dotations et reprises financières		90 859		
Dotations et reprises exceptionnelles			189 705	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES Montant brut 1'an au plus plus d'un an

Créances rattachées à des participations		
Prêts	651 197	651 197
Autres immobilisations financières	4 014 103	4 014 103
Clients douteux ou litigieux	184 785	184 785
Autres créances clients	1 722 958	1 722 958
Créance représentative de titres prêtés		
Personnel et comptes rattachés	96 454	96 454
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices		
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 473 073	2 473 073
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	29 719	29 719
Etat, autres collectivités : créances diverses	23 301	23 301
Groupe et associés	13 178 170	13 178 170
Débiteurs divers	648 480	648 480
Charges constatées d'avance	4 282 145	4 282 145

TOTAL GENERAL 27 304 384 27 304 384

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES Montant brut 1'an au plus plus d'1 an, 5 ans plus de 5 ans

Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	87 797	87 797
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	4 329	4 329
Emprunts et dettes financières divers	71 339 399	71 339 399
Fournisseurs et comptes rattachés	16 173 274	16 173 274
Personnel et comptes rattachés	897 042	897 042
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 458 811	1 458 811
Etat : impôt sur les bénéfices		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 650 499	1 650 499
Etat : obligations cautionnées		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	712 700	712 700
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	299 922	299 922
Groupe et associés		
Autres dettes		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Produits constatés d'avance		

TOTAL GENERAL 92 623 772 92 623 772

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Charges à payer

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016	Ecart
AUTRES CHARGES A PAYER	.		0
PROV CH SOCIALES A PAYER	1 154 060	1 526 241	-372 181
ORGANIC	95 739	128 274	-32 535
AVOIRS A ETABLIR	905 819	224 302	681 517
IMPOTS ET TAXES	570 674	450 974	119 700
ETAT CHARGES A PAYER	616 960	468 932	148 028
FACTURES NON PARVENUES*	11 425 292	13 488 137	-2 062 845
INTERETS C/CT A PAYER	1 345 449	611 438	734 011
TOTAL	16 113 994	16 898 298	(784 304)

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2017

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
TOTAL		725 025,67	684 118,55	40 807,12
TOTAL		725 025,67	684 118,55	40 907,12
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION				
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		3 557 119,74	814 497,58	2 942 622,16
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		3 557 119,74	614 497,58	2 942 622,16
TOTAL GÉNÉRAL		4 282 145,41	1 298 616,13	2 983 529,28

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
	TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	916 424,66	98 355,26	818 069,40
AUTRES CREANCES				
	TOTAL AUTRES CREANCES	137 391,30	37 458,05	99 933,25
	TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	1 053 815,96	135 813,31	918 002,65
	TOTAL GÉNÉRAL	1 053 815,96	135 813,31	918 002,65

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	736 837			25
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Filiales et participations

Exprimé en milliers €

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capitaux Propres avant résultat	% de détention	CA en (k€)	Résultat du dernier exercice clos en (k€)
UJA CREATION	Prestation de services à UJA	France	3	99,50%	1 828	18
UJA PROMOTION	Prestation de services à UJA	France	1 360	100%	3 531	120
DEMAFOR	Prestation de services à UJA, Distribution de la collection UJA en boutique	France	2 020	100%	2 067	91
UJA EUROPE	Distribution de la collection UJA en boutique	Belgique	803	99,9%	7 154	69
UJA ITALIA	Distribution de la collection UJA en boutique	Italie	1 308	100%	3 285	(1 594)
UJA ESPANA	Distribution de la collection UJA en boutique	Espagne	(72)	100%	473	(21)
VETSHOP*	Distribution de la collection UJA en boutique	Luxembourg	2 582	100%	2 665	279

* Pour info Société détenue par UJA EUROPE à 99,9%

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capitaux Propres avant résultat	% de détention	CA en (kCHF)	Résultat du dernier exercice clos en (kCHF)
UJA SUISSE	Distribution de la collection UJA en boutique	Suisse	(104)	100%	228	(91)

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
-----------	----------	---------------	-----------------------	---------------------------	-------

VALEUR D'ORIGINE

AMORTISSEMENTS

Cumul exercices antérieurs

Exercice en cours

TOTAL

VALEUR NETTE

REDEVANCES PAYEES

Cumul exercices antérieurs

Exercice en cours

TOTAL

REDEVANCES A PAYER

A un an au plus

A plus d'un an et moins de 5 ans

A plus de cinq ans

TOTAL

VALEUR RESIDUELLE

Montant pris en charge ds exerc.

Engagements financiers donnés et reçus

Déclaration au 31/12/2017

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées
IFC	766 503				766 503

TOTAL	766 503					766 503
--------------	----------------	--	--	--	--	----------------

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées
UJA EUROPE	1 500 000		1 500 000		
Abandon de créances - Clause de re					
EXERCICE 2016	1 500 000		1 500 000		
EXERCICE 2012	2 150 000		2 150 000		
EXERCICE 2011	1 400 000		1 400 000		

TOTAL	6 550 000					6 550 000
--------------	------------------	--	--	--	--	------------------

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées

TOTAL						
--------------	--	--	--	--	--	--

[illegible]

CONSTANTIN ASSOCIES
*Member of Deloitte Touche Tohmatsu
Limited*
6 place de la Pyramide
92908 Paris-la-Défense Cedex

Grant Thornton
*Membre français de Grant Thornton
International*
29 rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine

UJA

Société par actions simplifiée
117 quai de Valmy
75010 Paris

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'associé unique de la société UJA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société UJA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des fonds de commerce et des immobilisations financières

Les notes a) et c) du paragraphe « C. Règles et Méthodes comptables » de l'annexe exposent les méthodes comptables relatives respectivement à la comptabilisation et l'évaluation des fonds de commerce et des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Stocks

La note d) du paragraphe « C. Règles et Méthodes comptables » de l'annexe expose les méthodes comptables relatives à la comptabilisation et l'évaluation des stocks et notamment le changement d'estimation retenu par la direction sur les règles et méthodes de dépréciation des stocks sur l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 27 juin 2018

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International



Olivier BOCHET
Associé

Constantin Associés
Member of Deloitte Touche
Tohmatsu Limited



Thierry BILLAC
Associé

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

UJA - REGLES ET METHODES COMPTABLES - 2017	8
Immobilisations	17
Amortissements	18
Provisions et dépréciations	19
Créances et dettes	20
CHARGES A PAYER	21
Charges et produits constatés d'avance	22
Produits à recevoir	23
Composition du capital social	24
UJA PLAQUETTE 2017- FILIALES ET PARTICIPATIONS	25
Engagements de crédit-bail	26
Engagements financiers donnés et reçus	27
Dettes garanties par des sûretés réelles	28

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 597 269	608 761	2 988 508	2 716 571
Fonds commercial	40 664 185	15 073 839	25 590 346	33 139 649
Autres immobilisations incorporelles	157 803		157 803	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	8 007 399	5 734 990	2 272 408	2 792 410
Installations techniques, matériel, outillage	2 356 732	2 278 726	78 005	229 182
Autres immobilisations corporelles	26 529 858	11 393 806	15 136 052	13 894 062
Immobilisations en cours	245 497		245 497	2 765 012
Avances et acomptes	153 534		153 534	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	13 496 324	13 033 606	462 718	553 577
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	990 931		990 931	990 931
Prêts	651 197		651 197	651 197
Autres immobilisations financières	4 014 103		4 014 103	3 925 626
ACTIF IMMOBILISE	100 864 831	48 123 729	52 741 102	61 658 216
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	1 724 642	125 547	1 599 095	1 814 381
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	27 255 273	7 063 413	20 191 860	20 276 386
Avances et acomptes versés sur commandes	1 645 616		1 645 616	1 496 886
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 907 742	152 341	1 755 402	737 979
Autres créances	16 449 197	1 906 230	14 542 967	12 072 879
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	164 262		164 262	164 262
(dont actions propres :)				
Disponibilités	7 637 720		7 637 720	5 724 512
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 282 145		4 282 145	1 298 616
ACTIF CIRCULANT	61 066 597	9 247 531	51 819 067	43 585 900
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	161 931 429	57 371 260	104 560 169	105 244 117

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé :	18 420 925)	18 420 925
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 492 649	2 492 649
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :	)	
Réserve légale	1 842 092	1 842 092
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours	)	
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	)	
Report à nouveau	-30 637 103	-25 730 764
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-2 111 762	-4 906 340
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	10 033 051	12 144 813
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 087 813	2 109 355
Provisions pour charges		
PROVISIONS	1 087 813	2 109 355
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	92 128	33 330
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	)	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	71 339 399	66 786 539
	815 533	423 173
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 173 274	16 965 745
Dettes fiscales et sociales	4 719 052	5 271 821
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	299 922	1 509 341
Autres dettes		
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	93 439 305	90 989 949
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	104 560 169	105 244 117

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	66 080 090	13 460 944	79 541 034	82 571 081
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	66 080 090	13 460 944	79 541 034	82 571 081
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			9 483 880	3 226 068
Autres produits			358 553	479 594
PRODUITS D'EXPLOITATION			89 383 467	86 276 742
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			19 613 056	20 738 507
Variation de stock (marchandises)			-2 633 628	744 842
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			5 809 067	4 971 945
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			202 971	-429 148
Autres achats et charges externes			49 432 829	47 401 314
Impôts, taxes et versements assimilés			1 546 682	1 956 963
Salaires et traitements			11 411 089	10 607 702
Charges sociales			3 499 203	3 322 692
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 439 013	4 314 321
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			7 660 880	3 350 816
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			8 254 062	3 874 048
Dotations aux provisions			113 429	266 258
Autres charges			321 918	226 602
CHARGES D'EXPLOITATION			110 670 569	101 346 863
RESULTAT D'EXPLOITATION			-21 287 101	-15 070 121
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			71 809	168 504
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			237 149	76 258
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				172 000
Différences positives de change			290	4 185
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			309 248	420 947
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			90 859	2 752 747
Intérêts et charges assimilées			1 501 822	1 476 731
Différences négatives de change			27 152	15 394
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 619 832	4 244 872
RESULTAT FINANCIER			-1 310 584	-3 823 926
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-22 597 686	-18 894 046

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	27 147 053	17 000 411
Produits exceptionnels sur opérations en capital	216	61 405
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	189 705	500 077
PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 336 974	17 561 893
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 402 562	1 907 500
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 436 076	1 476 982
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		189 705
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 838 638	3 574 187
RESULTAT EXCEPTIONNEL	20 498 336	13 987 707
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	12 412	
TOTAL DES PRODUITS	117 029 689	104 259 582
TOTAL DES CHARGES	119 141 451	109 165 922
BENEFICE OU PERTE	2 111 762	4 906 340

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2017**

A) Faits caractéristiques de l'exercice

Activité

Au cours de l'année 2017, sur la France, 3 magasins ont été fermés par la Société, à l'inverse 4 nouveaux outlets ont été ouverts et 4 magasins ont été repositionnés dans le même centre commercial ou dans la même ville.

Sur la Belgique, un magasin a été ouvert et un autre magasin a été relocalisé.

Le programme de rénovation des boutiques au nouveau concept s'est poursuivi à un rythme un peu plus réduit, avec la rénovation de 18 magasins. A fin 2017, 122 magasins avaient ainsi été rénovés dans le Groupe.

Dans la continuité des années précédentes, la société UJA a souffert d'une conjoncture économique difficile avec un attentisme des consommatrices dans un marché du PAP en recul et avec une fréquentation en recul. Le repositionnement de la marque se poursuit avec un rajeunissement des clientes et une politique de promotion moins agressive que dans le passé avec une volonté de montée en gamme.

La société UJA a réglé en juin 2017 la troisième échéance du passif dont le règlement avait été étalé sur 8 ans en vertu du plan de sauvegarde homologué par le Tribunal de Commerce de Paris le 16 juin 2014, pour un montant de 369 milliers d'euros.

Les charges restent sous contrôle avec un management lean, mais les loyers et la masse salariale, sont des coûts fixes importants.

Actionnariat et participations

L'année 2017, comme 2016 a été plus calme d'un point de vue de la réorganisation juridique et capitalistique. La Société reste détenue intégralement par la société FUJA Holding.

La maison-mère de la Société a consenti un abandon de créance de 26 millions d'euros afin de reconstituer les capitaux propres (et de rester supérieurs à la moitié du capital social) de la Société qui cette année n'a pas bénéficié de vente exceptionnelle de magasins.

En 2017, la Société a consenti un nouvel abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune de 1.5 millions d'euros à sa filiale UJA Europe (Belgique) afin de reconstituer ses capitaux propres. Les titres avaient déjà été dépréciés à 100%.

De même, elle a consenti un abandon de créances de 1.5M€ à sa filiale UJA Italia versus une augmentation de capital en 2016 par compensation de créance. Les titres restent provisionnés à 100% en revanche l'abandon de créance a généré une reprise sur la provision de compte courant pour ramener cette dernière à hauteur du-dit compte courant.

De même, la Société a consenti un abandon de créance de 100K€ à sa filiale espagnole pour lui permettre de reconstituer ses capitaux propres.

De plus, la Société a provisionné les titres de filiale suisse pour un montant de 90.859,16 Euro (soit 100.000 CHF) et a provisionné l'intégralité du compte courant soit 576.376 Euros.

Enfin, aux termes d'un acte en date du 14 novembre 2017, la société DEMAFOR a cédé le droit au bail qu'elle détenait sur le magasin sis 21 rue du Temple à la Rochelle à la Société pour un prix de 100.000 € à effet du 1er janvier 2018.

B) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

C) Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du Plan Comptable Général tels que décrits dans le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014, tel que modifié par le règlement de l'ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 homologué par arrêté du 26 décembre 2016 (JO du 28), et des pratiques comptables généralement admises en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Continuité d'exploitation

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation, malgré une perte de 2.111.762 € au 31 décembre 2017. En effet, la direction de la société considère que la continuité d'exploitation n'est pas compromise en raison du soutien de l'actionnaire unique, FUJA Holding, via une lettre de confort (FUJA Holding bénéficiant lui-même d'une lettre de confort de son actionnaire unique à savoir BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT).

Changement d'estimation comptable

Voir développement en paragraphe d) Stocks ci-après

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût individuel d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou d'apport, hors frais d'acquisition des immobilisations.

Après analyse par la direction, selon le règlement 2015-06 du 23-11-2015 de l'ANC, le mali de fusion existant au 1^{er} janvier 2016 a été maintenu dans la rubrique « Fonds de commerce », car il n'a pas pu être affecté à des éléments identifiables.

En disposition de l'application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

Par conséquent nous avons constitué une provision pour dépréciation sur la base d'estimation d'expert. Sur quelques cas, cette estimation d'expert n'a pas été retenue, mais nous nous sommes basées sur le CA et l'exploitation du point de vente quand ils dégagent une rentabilité importante.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Construction à usage commercial : 20 ans

Matériel de transport : 5 ans

Installations et agencements des constructions : 5 à 10 ans

Matériel de bureau et outillage : 5 à 8 ans

c) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan pour leur valeur historique. Elles se décomposent en titres de participation des filiales, dépôts et cautionnements, et autres titres immobilisés et sont à échéance plus d'un an.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les compléments de prix d'acquisition sont évalués et constituent un élément de ce coût d'acquisition.

Par ailleurs, en application du règlement CRC n° 2004-06, les frais d'acquisition à compter de 2006 sont étalés sur 5 ans par le biais de la constatation d'un amortissement, dont le point de départ est la date d'acquisition des titres.

A la clôture de l'exercice, les valeurs des titres sont comparées aux valeurs d'utilité. La valeur d'utilité d'un titre est fonction de l'actif net corrigé des plus-values et moins-values latentes, de l'évolution attendue des résultats et de l'intérêt économique de la participation pour la Société.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition, une provision est constituée, égale à la différence entre la valeur d'utilité et le coût d'acquisition.

d) Stocks

Les stocks fabriqués sont évalués à leur coût d'acquisition selon la méthode CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré) : celui-ci comprend le prix d'achat des

matières premières majoré des coûts de sous-traitance et des frais accessoires d'achat.

Les stocks de marchandises sont évalués au coût de revient moyen pondéré. Celui-ci comprend le prix d'achat des marchandises majoré des frais accessoires d'achat.

	2016	2017
Stock tissu	1 927 613	1 724 642
Stock PF	24 621 645	27 255 273
TOTAL	26 549 258	28 979 915

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque des décoles significatives sur des produits d'anciennes saisons sont nécessaires pour la réalisation de la vente ou lorsque la valeur brute d'un article est inférieure à sa valeur de réalisation, notamment dans le cas de destruction programmée de marchandises.

Changement d'estimation

Cette année la Société a modifié les taux de dépréciations qui sont maintenant plus agressifs et plus conforme à la réalité et aux standards du marché. Ce changement d'estimation impact le résultat d'exploitation de la société de 3.378.174€.

	Ancienne règle	Nouvelle règle	Ancienne règle	Nouvelle règle
Collection N-1	5%	10%	- 333 104	- 666 208
Collection N-2	20%	60%	- 578 737	- 1 736 210
Collection N-3	40%	100%	- 1 258 398	- 3 145 994
Collection antérieures	100%	100%	- 1 515 000	- 1 515 000
		Total	- 3 685 239	- 7 063 413

e) Créances clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées, le cas échéant, pour tenir compte des difficultés de recouvrement dont elles pourraient faire l'objet.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition (hors frais accessoires). Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

g) Charges constatées d'avance

À la date de clôture de l'exercice, ce poste comprend essentiellement des redevances de loyers et charges locatives, des charges de maintenance, des droits d'entrée déductibles et amortis sur la durée du bail.

h) Emprunts et dettes

Les emprunts et dettes sont comptabilisés à leur valeur nominale.

i) Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement CRC N° 2000-06 sur les passifs « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions correspondent aux passifs répondant aux critères suivants :

- le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise ;
- l'incidence économique est négative pour la Société, ce passif s'analysant comme une obligation de la Société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

j) Variation des capitaux propres

POSTES	SOLDE OUVERTURE	FLUX 20 - RESULTAT	RESULTAT DE L'EXERCICE	SOLDE CLOTURE
CAPITAL SOCIAL	18 420 925			18 420 925
PRIME D'EMISSION	2 114 927			2 114 927
PRIME DE FUSION	377 722			377 722
RESERVES LEGALES	1 842 092			1 842 092
AUTRES RESERVES	20 026 250			20 026 250
REPORT A NOUVEAU	-25 730 764	-4 906 340		-30 637 103
RESULTAT DE L'EXERCICE	-4 906 340	4 906 340	-2 111 762	-2 111 762
	12 144 813	0	-2 111 762	10 033 051

*Le capital social d'UJA est composé de 736 837 actions de 25 euros.

k) Consolidation

Les comptes au 31 décembre sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés de la société FUJA Holding inscrite au RCS de Paris sous le N° 340 429 653 et dont le siège social est situé au 117 quai de Valmy 75.010 Paris

l) Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe des comptes consolidés.

m) Mandataires sociaux

Aucun membre des organes de direction, d'administration et de surveillance n'a fait partie de l'effectif salarié en 2017.

n) Intégration fiscale

FUJA Holding constitue, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007, un groupe fiscalement intégré avec la société UJA et les filiales françaises de la société UJA, conformément aux articles 223-A et suivants du Code Général des Impôts.

FUJA Holding, en tant que société tête de groupe, a donc été autorisée à se constituer seule redevable de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal en vue de la détermination du résultat d'ensemble du groupe fiscal, conformément aux dispositions des articles 223-A et suivants du C.G.I.

En conséquence, en application des dispositions de l'article 1 de la Convention d'intégration fiscale signée le 7 mars 2008 :

- A la clôture d'un exercice bénéficiaire, les sociétés filiales verseront chacune à la société tête de groupe, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé leur résultat et/ou leur plus-value nette à long terme de l'exercice si elles étaient imposables distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elles auraient bénéficié en l'absence d'intégration ;
- A la clôture d'un exercice déficitaire, les sociétés filiales ne seront titulaires à raison de cette situation d'aucune créance sur la société tête de groupe, pas même dans le cas où cette dernière se sera constituée une créance sur le Trésor en optant pour le report en arrière du déficit d'ensemble.

o) Transactions entre parties liées

Il n'existe aucune transaction ayant une importance significative et qui n'ait pas été conclue à des conditions normales de marché.

p) Engagements hors bilan

La valeur des engagements pour les indemnités de départ à la retraite des salariés de la Société est de 766 503 euros. Les principales hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite à 65 ans soit le taux plein de la Sécurité Sociale;
- taux d'actualisation de 1.30% ;
- taux de revalorisation des salaires 1.5% ;
- turnover compris entre 0% et 30%, en fonction des statuts et des tranches d'âge.

De plus UJA, dans le cadre d'un abandon de créance à sa filiale belge a reçu un engagement de sa fille de 1.5M€ sous la forme d'une clause de retour à meilleure fortune.

q) Participation

Néant au titre de l'année 2017.

r) Effectif moyen du personnel (équivalent temps plein)

EFFECTIF	31/12/2016	31/12/2017
Cadres	12	14
Non cadres	427	420
Total	439	434

s) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi s'élève à 704 874 euros pour l'exercice 2017.

Il a été comptabilisé en déduction des charges sociales dans un poste
Spécifique « CICE ».

Il est réinvesti en formation et recrutement du personnel.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit, apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	45 616 964		873 781
Terrains			
Constructions sur sol propre	1 122 062		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	14 192 092		48 390
Install. techniques, matériel et outillage ind.	5 108 013		15 088
Installations générales, agenc., aménag.	18 307 570		4 493 731
Matériel de transport	262 324		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 446 789		1 691 859
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	2 954 717		539 872
Avances et acomptes			318 889
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50 393 568		7 107 828
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	13 496 324		
Autres titres immobilisés	990 931		
Prêts et autres immobilisations financières	4 576 823		646 058
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	19 064 078		646 058
TOTAL GENERAL	115 074 610		8 627 667

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	2 071 488		44 419 257	
Terrains				
Constructions sur sol propre			1 122 062	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	7 355 146		6 885 336	
Installations techn., matériel et outillages ind.	2 766 370		2 356 732	
Installations générales, agencements divers	770 424		22 030 877	
Matériel de transport	65 809		196 515	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 836 181		4 302 467	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	3 249 092		245 497	
Avances et acomptes	165 355		153 534	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 208 376		37 293 020	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			13 496 324	
Autres titres immobilisés			990 931	
Prêts et autres immobilisations financières	557 581		4 665 299	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	557 581		19 152 555	
TOTAL GENERAL	22 837 445		100 864 831	

Rubriques Début d'exercice Dotations Reprises Fin d'exercice

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES 323 294 342 148 56 681 608 761

Terrains

Constructions sur sol propre 106 245 64 572 1 263 169 554

Constructions sur sol d'autrui

Constructions installations générales, agenc., aménag. 12 640 290 345 481 7 330 646 5 655 125

Installations techniques, matériel et outillage industriels 4 878 832 114 947 2 715 053 2 278 726

Installations générales, agenc. et aménag. divers 4 686 474 3 987 033 375 299 8 298 209

Matériel de transport 180 079 30 875 66 325 144 629

Matériel de bureau et informatique, mobilier 8 031 277 553 956 5 723 954 2 861 279

Emballages récupérables, divers

IMMOBILISATIONS CORPORELLES 30 523 198 5 096 865 16 212 540 19 407 523

TOTAL GENERAL 30 846 492 5 439 013 16 269 221 20 016 284

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
							fin exercice

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains

Construct.

- sol propre

- sol autrui

- installations

Install. Tech.

Install. Gén.

Mat. Transp.

Mat bureau

Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices Début d'exercice Augmentation Dotations Fin d'exercice

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	2 109 355	113 429	1 134 971	1 087 813
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 109 355	113 429	1 134 971	1 087 813
Dépréciations immobilisations incorporelles	9 437 449	7 660 880	2 024 490	15 073 839
Dépréciations immobilisations corporelles	189 705		189 705	
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	12 942 747	90 859		13 033 606
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	4 458 491	7 188 960	4 458 491	7 188 960
Dépréciations comptes clients	203 731	152 341	203 731	152 341
Autres dépréciations	2 297 820	912 761	1 304 351	1 906 230
DEPRECIATIONS	29 529 943	16 005 800	8 180 768	37 354 975
TOTAL GENERAL	31 639 298	16 119 229	9 315 739	38 442 788
Dotations et reprises d'exploitation		16 028 370	9 126 034	
Dotations et reprises financières		90 859		
Dotations et reprises exceptionnelles			189 705	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES Montant brut 1/an au plus plus d'un an

Créances rattachées à des participations		
Prêts	651 197	651 197
Autres immobilisations financières	4 014 103	4 014 103
Clients douteux ou litigieux	184 785	184 785
Autres créances clients	1 722 958	1 722 958
Créance représentative de titres prêtés		
Personnel et comptes rattachés	96 454	96 454
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices		
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 473 073	2 473 073
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	29 719	29 719
Etat, autres collectivités : créances diverses	23 301	23 301
Groupe et associés	13 178 170	13 178 170
Débiteurs divers	648 480	648 480
Charges constatées d'avance	4 282 145	4 282 145

TOTAL GENERAL 27,304,384 27,304,384

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES Montant brut 1/an au plus plus d'1 an, 5 ans plus de 5 ans

Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	87 797	87 797
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	4 329	4 329
Emprunts et dettes financières divers	71 339 399	71 339 399
Fournisseurs et comptes rattachés	16 173 274	16 173 274
Personnel et comptes rattachés	897 042	897 042
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 458 811	1 458 811
Etat : impôt sur les bénéfices		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 650 499	1 650 499
Etat : obligations cautionnées		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	712 700	712 700
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	299 922	299 922
Groupe et associés		
Autres dettes		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Produits constatés d'avance		

TOTAL GENERAL 92,623,772 92,623,772

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Charges à payer

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016	Ecart
AUTRES CHARGES A PAYER			0
PROV CH SOCIALES A PAYER	1 154 060	1 526 241	-372 181
ORGANIC	95 739	128 274	-32 535
AVOIRS A ETABLIR	905 819	224 302	681 517
IMPOTS ET TAXES	570 674	450 974	119 700
ETAT CHARGES A PAYER	616 960	468 932	148 028
FACTURES NON PARVENUES*	11 425 292	13 488 137	-2 062 845
INTERETS C/CT A PAYER	1 345 449	611 438	734 011
TOTAL	16 113 994	16 898 298	(784 304)

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2017

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
TOTAL		725 025,67	684 118,65	40 907,12
TOTAL		725 025,67	684 118,65	40 907,12
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION				
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		3 557 119,74	614 497,58	2 942 622,16
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		3 557 119,74	614 497,58	2 942 622,16
TOTAL GÉNÉRAL		4 282 145,41	1 298 616,13	2 983 529,28

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
	TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	916 424,66	98 355,26	818 069,40
AUTRES CREANCES				
	TOTAL AUTRES CREANCES	137 381,30	37 458,05	99 933,25
	TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	1 053 816,96	135 813,31	918 002,65
	TOTAL GÉNÉRAL	1 053 816,96	135 813,31	918 002,65

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	

Actions ordinaires	736 837			25
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

UJA PLAQUETTE 2017- FILIALES ET PARTICIPATIONS

Déclaration au 31/12/2017

Filiales et participations

Exprimé en milliers €

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capitaux Propres avant résultat	% de détention	CA en (k€)	Résultat du dernier exercice clos le 31/12/2017 en (k€)
UJA CREATION	Prestation de services à UJA	France	3	99.50%	1 828	16
UJA PROMOTION	Prestation de services à UJA	France	1 360	100%	3 531	120
DEMAFOR	Prestation de services à UJA, Distribution de la collection UJA en boutique	France	2 020	100%	2 067	91
UJA EUROPE	Distribution de la collection UJA en boutique	Belgique	803	99.9%	7 154	69
UJA ITALIA	Distribution de la collection UJA en boutique	Italie	1 306	100%	3 285	(1 594)
UJA ESPANA	Distribution de la collection UJA en boutique	Espagne	(72)	100%	473	(21)
VETSHOP*	Distribution de la collection UJA en boutique	Luxembourg	2 582	100%	2 665	279

* Pour Info Société détenue par UJA EUROPE à 99,9%

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capitaux Propres avant résultat	% de détention	CA en (kCHF)	Résultat du dernier exercice clos le 31/12/2017 en (kCHF)
UJA SUISSE	Distribution de la collection UJA en boutique	Suisse	(104)	100%	228	(91)

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres Immobilisations	Total
-----------	----------	---------------	-----------------------	---------------------------	-------

VALEUR D'ORIGINE

AMORTISSEMENTS

Cumul exercices antérieurs

Exercice en cours

TOTAL

VALEUR NETTE

REDEVANCES PAYEES

Cumul exercices antérieurs

Exercice en cours

TOTAL

REDEVANCES A PAYER

A un an au plus

A plus d'un an et moins de 5 ans

A plus de cinq ans

TOTAL

VALEUR RESIDUELLE

Montant pris en charge ds exerc.

Engagements financiers donnés et reçus

Déclaration au 31/12/2017

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
IFC	766 503					766 503

TOTAL		766 503					766 503
Engagements reçus							
Catégories d'engagements	Total	Accordés par					
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	
UJA EUROPE	1 500 000		1 500 000				
Abandon de créances - Clause de re							
EXERCICE 2016	1 500 000		1 500 000				
EXERCICE 2012	2 150 000		2 150 000				
EXERCICE 2011	1 400 000		1 400 000				

TOTAL		6 550 000	6 550 000			
Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL						
--------------	--	--	--	--	--	--

[illegible]